

pathies pour la France, leur désir de continuer avec elle des relations plus étroites ; mais, ne pouvant le détruire, elle a, en politique habile, judicieusement pensé que l'élément français favorisé et développé pourrait largement servir ses intérêts. Et que voyons-nous aujourd'hui ? Le gouvernement anglais, revenant à des conceptions plus larges et plus vraies de ses intérêts, favorise le développement de la race française sur ce sol même qu'il a couvert de victimes, il y a cinquante ans à peine. Une lutte de deux siècles lui en a montré la vitalité et le génie. Aussi cherche-t-il à le conserver et à l'utiliser pour établir sur le continent américain un harmonieux équilibre des forces.

Lord Dufferin a été l'un des premiers à inaugurer cette politique, lorsqu'il était gouverneur général du Canada. Son successeur, le marquis de Lorne, s'est montré pénétré des mêmes idées ; et, quoiqu'il ne remplisse plus aujourd'hui les fonctions de gouverneur général du Canada, son attention n'en reste pas moins fixée sur tout ce qui intéresse la colonie. Avec une largeur de vues fort remarquable, il prend un intérêt tout particulier au développement de la race française au Canada. Lorsque parut notre livre *le Canada et l'Émigration française*, il nous adressa une lettre dans laquelle il exprimait son vif désir de voir un plus grand nombre de Français grossir les rangs des Canadiens et accroître ainsi la force et la prospérité de la Nouvelle-France. Le marquis de Lorne toutefois n'est pas une exception. La plupart des hommes d'État anglais professent les mêmes doctrines au sujet des Canadiens-français. Qu'il nous suffise de citer ici lord Carnarvon et sir John-A. Mac Donald, le premier ministre du Canada. En effet, il s'agit pour l'Angleterre de combattre au Canada une influence autrement dangereuse que celle de la France : nous voulons parler de celle des États-Unis.

Aujourd'hui, comme autrefois, les Canadiens-français voient dans les Américains les plus grands ennemis de leur nationalité. Ils savent qu'ils ne sont point aimés aux États-Unis, qu'ils y sont traités comme des parias, parce qu'ils ne veulent point se laisser absorber par les Yankees.

Les Canadiens-français pensent donc qu'une annexion aux États-Unis serait un des plus grands malheurs qui pussent frapper